



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

jpr/cb/833

Arrêté du *21 novembre 2023*
**portant mise en demeure à la société Paul HARTMANN
de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à LIEPVRE**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I;

VU l'arrêté préfectoral n°2011-101-2 du 11 avril 2011 portant autorisation d'exploiter à la société Paul HARTMANN, une unité de fabrication et de stockage de dispositifs médicaux, en zone Industrielle Bois l'Abbesse à LIEPVRE en référence au titre Ier du Livre V du code de l'environnement ;

VU la visite d'inspection du site du 5 juillet 2023 ;

VU le rapport du 21 juillet 2023 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

Considérant que les dispositions de l'article 2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2011 susvisé, impose que « *Le site est clôturé par un grillage métallique de 2 m de haut* » ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté lors de sa visite du 5 juillet 2023 l'absence de clôture sur environ 40 mètres en partie Sud-Est du site (le long de l'ancienne voie ferrée) ce qui constitue une non-conformité aux prescriptions de l'article 2.2.1 de l'arrêté du 11 avril 2011 susvisé ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y*

satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

Après communication du projet d'arrêté à l'exploitant,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : la société Paul HARTMANN SAS, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé Zone industrielle Bois l'Abbesse 68660 LIEPVRE, est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2 : **Dans un délai de 1 mois après notification du présent arrêté**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2011 susvisé :

« Le site est clôturé par un grillage métallique de 2 m de haut.

[...]. »

Article 3 :

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4 :

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des dispositions du chapitre I du titre VII du livre I du code de l'environnement.

Article 5 -

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire de Liepvre et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 21 novembre 2023

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Christophe MAROT

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.